



### Objectifs stratégiques

#### 1. Cadres Politiques

A Madagascar les documents de la politique sectorielle de l'éducation (PEPT 2008, PIE 2013-2014) et la Politique Nationale de Nutrition (PNN) ont toujours reconnu l'alimentation scolaire comme une des stratégies pour améliorer la performance scolaire dans les zones vulnérables et en insécurité alimentaire, mais il n'existe pas encore une Politique Nationale en matière d'Alimentation Scolaire ou l'équivalent du DSRP depuis la crise sociopolitique de 2009.

#### 2. Capacités Financières

Le gouvernement de Madagascar à travers le Ministère de l'Education Nationale a dédié une ligne budgétaire pour l'alimentation scolaire bien qu'il soit loin de pouvoir répondre aux besoins et il n'y a pas de budget régional ou local pour l'alimentation scolaire.

#### 3. Capacités Institutionnelles et Coordination

Il n'existe pas encore de comité de pilotage multisectoriel d'alimentation scolaire à Madagascar. Cependant, une structure consacrée à l'alimentation scolaire est en place à l'échelon national mais avec des ressources limitées, un personnel insuffisant et sans mandat clair. En outre, les mécanismes de coordination entre le niveau national, régional, et les écoles sont en place mais ne sont pas encore pleinement opérationnels.

#### 4. Conception et Mise en œuvre

Il existe un plan national de suivi et évaluation et des données sont recueillies malgré le fait qu'il n'y ait pas de rapport afférent publié. En outre, il n'y a pas d'analyse de résultats de suivi et le ciblage est fait à partir de données de l'INSTAT. Finalement une norme sur le panier alimentaire existe mais n'est pas appliquée systématiquement et il n'y a pas encore de norme logistique pour l'alimentation scolaire à Madagascar.

#### 5. Rôles de la Communauté - Accompagner au-delà de l'école

La structure d'association de parents d'élèves connue sous le sigle Malagasy FRAM existe de manière permanente dans toutes les écoles. En outre, dans la plupart des écoles ayant un programme de cantines scolaires il y a un comité de gestion composé des représentants des FRAM, des élèves et des enseignants qui participent à la gestion des cantines. Il est recommandé que leur implication soit appliquée dès la conception de la politique d'alimentation scolaire et renforcer leur capacité de suivi de la gestion des cantines scolaire au niveau de l'école.

### Statut



## Introduction

*Ce rapport présente une évaluation des politiques d'alimentation scolaire et des institutions qui affectent les jeunes enfants à Madagascar. L'analyse est basée sur un outil de la Banque mondiale développé dans le cadre de l'initiative d'une Approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs (SABER) qui vise à évaluer systématiquement les systèmes d'éducation par rapport aux normes mondiales fondées sur des faits et des bonnes pratiques afin d'aider les pays à réformer leurs systèmes éducatifs pour un apprentissage adéquat pour tous.*

*Les politiques d'alimentation scolaire sont une composante essentielle d'un système éducatif efficace, étant donné que la santé et la nutrition des enfants influent sur leur fréquentation scolaire, leurs capacités d'apprentissage et sur leur développement global. Un programme d'alimentation scolaire est un service de santé spécifique au milieu scolaire, qui peut faire partie d'un programme plus large de santé scolaire d'un pays, et souvent, dans lequel sont investies une grande quantité de ressources. SABER-Alimentation scolaire recueille, analyse et diffuse des informations complètes sur les politiques d'alimentation scolaire dans le monde entier. L'objectif global de cette initiative est d'aider les pays à concevoir des politiques efficaces pour améliorer leurs systèmes d'éducation, faciliter l'analyse comparative des politiques, identifier les domaines clés où concentrer les investissements, et aider à diffuser les bonnes pratiques.*

*À la fin de 2013, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé une Politique d'alimentation scolaire du PAM révisée qui intègre SABER-Alimentation scolaire. La politique révisée exige que chaque bureau de pays du PAM travaillant sur l'alimentation scolaire entreprenne un dialogue politique avec le Secteur de l'éducation du pays dans le cadre des activités de renforcement des capacités. Le PAM a décidé d'utiliser SABER-Alimentation scolaire comme l'un de leurs outils stratégiques pour guider le dialogue politique et évaluer de manière plus systématique la transition des programmes d'alimentation scolaire jusqu'à la prise en charge nationale et / ou le renforcement des programmes*

*nationaux d'alimentation scolaire. Le PAM intégrera cet outil dans sa préparation du projet à partir de 2015.*

## Madagascar en bref

Madagascar est un pays insulaire à faible revenu situé au large de la côte orientale de l'Afrique avec une population de 23 millions d'habitants. En 2013, environ 42% de la population était âgée de 14 ans ou moins, tandis que 55% de la population avait entre 15 et 64 ans. L'espérance de vie à la naissance est d'environ 64 ans.<sup>1</sup> La valeur de l'Indice de développement humain en 2013 était de 0,498, ce qui place Madagascar 155<sup>ème</sup> sur 187 pays, dans la catégorie de faible développement humain.<sup>2</sup> La pauvreté est une préoccupation majeure du gouvernement parce que 95% de la population vivait en 2010 avec 2 dollars US ou moins par jour (PPA) et l'écart de pauvreté de 2 dollars US par jour était de 65%.

L'économie de Madagascar a connu une croissance faible mais positive depuis 2011. Avant la crise financière mondiale, entre 2003 et 2008, le taux de croissance moyen était de 6%. L'économie est dépendante de son industrie d'exportation car le pays est exposé aux catastrophes naturelles qui ont un impact négatif sur le secteur agricole. Environ 28% des ménages dans les zones rurales sont en situation d'insécurité alimentaire. En 2012, 27% de la population était sous-alimentée.

L'éducation a toujours joué un rôle important pour le développement d'un pays. Avoir accès à l'éducation pour tous est un droit inaliénable pour les enfants. Cependant, l'insécurité alimentaire chronique ou saisonnière que beaucoup de ménages font face dans des zones victimes de cet aléa peut entraver ce droit fondamental. L'instauration de l'alimentation scolaire est vue comme un des éléments de filet de sécurité sociale aidant à garantir ce droit pour les plus vulnérables.

A Madagascar, l'alimentation scolaire joue un rôle crucial sachant que l'insécurité alimentaire touche la plupart des régions avec un taux moyen de 28%<sup>3</sup> au niveau de la population rurale. Celle-ci est plus accentuée dans le Sud et le Sud Est avec un taux respectivement de 65% à

<sup>1</sup> World Bank, 2014.

<sup>2</sup> UNDP, 2014.

<sup>3</sup> Taux moyen d'insécurité alimentaire sévère et modéré sur 20 régions, Crop and Food Security Assessment 2013, Ministère de l'Agriculture, PAM, FAO, FIDA

Androy, 60.6% à Anosy, 49,4% à Vatovavy Fitovinany, 39.2% à Atsimo Andrefana. En vue d'une alimentation scolaire pérenne, le Ministère de l'Éducation Nationale s'est engagé, à travers le SABER (*System Approach for Better Education Results*) à effectuer le diagnostic du cadre politique et institutionnel de l'alimentation scolaire à Madagascar en vue de dégager un plan d'actions bien fondé et de remédier aux dysfonctionnements constatés. D'où la réalisation d'un atelier d'envergure nationale pour le SABER Alimentation Scolaire à Madagascar, en collaboration avec la Banque mondiale, le Programme Alimentaire Mondial et le Partenariat de Développement de l'enfant (PCD) qui s'est déroulé le 17 et 18 juillet 2014 à Antananarivo. Cet exercice vise ainsi à produire des données et informations comparatives en matière de politiques et institutions dans le secteur de l'alimentation scolaire avec pour objectif d'aider l'Etat à renforcer son système éducatif.

## Éducation et santé à Madagascar

### Contexte de l'éducation à Madagascar

L'éducation est reconnue comme un des leviers du développement à Madagascar. En effet, la Constitution de l'Etat Malagasy<sup>4</sup> stipule que tous les enfants Malagasy fille ou garçon ont droit à l'éducation gratuite. Afin de traduire cette affirmation en acte, depuis 2003 Madagascar s'est engagée dans la mise en œuvre de programme de l'Éducation Pour Tous (EPT). Afin de bien cadrer cet engagement, un plan sectoriel de l'éducation a été développé en 2003 puis réactualisé en Plan EPT en 2005 et 2008. De gains remarquables ont été enregistrés avec un effectif de près de 3,8 millions d'enfants scolarisés en 2006 passant à un effectif de 4,3 millions en 2012 suite à des mesures incitatives prises par le gouvernement pour ne citer que la gratuité d'inscription et la subvention aux écoles publiques et privée.

Ayant fait un progrès significatif sur le taux de scolarisation, le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) avait cherché à offrir une éducation de qualité pour tous. Ainsi une grande Réforme du système éducatif avec de nouvelles approches innovantes en terme d'accès, de qualité et institutionnelle fut initiée.

En particulier, la réforme du curricula fut pilotée dans quelques écoles primaires publiques (EPP) de 20 Circonscriptions Scolaires (CISCO). Cependant, ces efforts ont été anéantis suite aux mesures prises par le régime de la transition de 2009 qui a décidé de suspendre toute réforme du système éducatif. Par conséquent, le pays a enregistré une baisse en matière de performance scolaire (taux de scolarisation, de rétention et d'achèvement) du primaire. L'OMD 2 est difficile à atteindre.

Conscient de la gravité de la situation et voulant la redresser pour le bien des enfants scolarisables et scolarisés, sous un gouvernement reconnu par l'ensemble de la communauté internationale ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), le MEN a élaboré le Plan Intérimaire de l'Éducation (PIE) couvrant la période 2013-2015 comme document cadre de la politique sectoriel de l'éducation.

### Contexte de la santé à Madagascar

En 2012, environ la moitié des décès à Madagascar ont été causés par des maladies transmissibles, maternelles ou néonatales, et liés aux conditions nutritionnelles tandis que 39% des décès ont été causés par des maladies non transmissibles. La prévalence du VIH a diminué depuis 2000, passant de 0,7% à 0,4% en 2013 pour les personnes entre 15 et 49 ans.<sup>5</sup> En plus des problèmes de pauvreté auxquels sont confrontés les habitants, seulement 14% de la population avaient accès à une source d'eau potable en 2012, avec un accès plus fréquent dans les zones urbaines que dans les zones rurales. La disparité entre la population rurale et urbaine est plus frappante en ce qui concerne l'accès à de meilleures installations sanitaires. En 2012, 50% de la population avait accès à une installation sanitaire améliorée, dont 78 % dans les régions urbaines et seulement 35% dans les régions rurales.<sup>6</sup>

Madagascar a des taux de mortalité maternelle et infantile élevés même s'il y a eu des améliorations. Le taux de mortalité maternelle était de 500 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2009. Le taux de mortalité infantile s'est amélioré à 40 décès pour 1 000 naissances. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a

<sup>4</sup> Constitution de l'Etat Malagasy de février 2007 et novembre 2010

<sup>5</sup> World Bank, 2014.

<sup>6</sup> Ibid.

diminué de près de la moitié, passant de 111 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2000 à 56 en 2013. La nutrition reste une préoccupation majeure pour le futur du capital humain à Madagascar. En 2009, 49% des enfants âgés de moins de cinq ans ont été diagnostiqués avec un retard de croissance. Bien que la prévalence de l'anémie soit encore élevée, le pourcentage d'enfants âgés de moins de cinq ans qui sont diagnostiqués anémiques a diminué, en passant de 67% en 2000 à 50% en 2011. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a un programme de repas scolaires à Madagascar ciblant les enfants dans les régions vulnérables du pays afin d'augmenter le taux de scolarisation, et le ministère de l'Éducation s'est engagé à améliorer le programme d'alimentation scolaire.<sup>7</sup> D'autres problèmes de santé auxquels sont confrontés les enfants, sont le paludisme et les vers intestinaux, de sorte que le Organisation mondiale de la Santé a soutenu des activités de déparasitage pour les 5-15 ans.<sup>8</sup>

## Les arguments en faveur de l'alimentation scolaire

Les programmes d'alimentation scolaire, définis ici comme la distribution de nourriture aux écoliers, peuvent augmenter le taux de scolarisation<sup>9</sup> et de fréquentation, surtout pour les filles<sup>10</sup>. Lorsqu'ils sont combinés avec une éducation de qualité, les programmes d'alimentation scolaire peuvent augmenter la capacité cognitive<sup>11</sup> et la réussite scolaire<sup>12</sup>. Avec des rations correctement conçues, les programmes d'alimentation scolaire peuvent améliorer l'état nutritionnel des enfants en âge préscolaire et primaire en remédiant aux carences en micronutriments. En s'associant avec la production agricole locale, ces programmes peuvent également fournir un marché stable aux petits agriculteurs. Ces programmes d'alimentation scolaire peuvent apporter des avantages à court terme après les crises, aider les collectivités à se rétablir et à renforcer la résilience, en plus des bénéfices à long terme en développant le capital humain<sup>13</sup>. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent être classés en deux groupes principaux: l'alimentation à

l'école (lorsque les enfants sont nourris à l'école) et les rations à emporter à la maison (les familles reçoivent de la nourriture lorsque leurs enfants vont régulièrement à l'école). Un des avantages majeurs des programmes d'alimentation scolaire est qu'ils offrent le plus grand bénéfice aux enfants les plus pauvres. Plusieurs études<sup>14</sup> ont indiqué que ne pas prendre de petit déjeuner nuit à la performance éducative.

Les données actuelles semblent indiquer que pratiquement chaque pays cherche à nourrir ses écoliers. Par conséquent, en particulier pour les pays à faible revenu où sont concentrées les régions avec une insécurité alimentaire, la question essentielle n'est pas de savoir si un pays mettra en œuvre des programmes d'alimentation scolaire mais plutôt comment et avec quels objectifs.

Les chocs sociaux des récentes crises mondiales ont conduit à une demande accrue des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu, car ils peuvent servir de filet de sécurité pour les ménages souffrant d'insécurité alimentaire grâce à un transfert de revenus. En réponse à cette forte demande, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et la Banque mondiale ont entrepris conjointement une analyse intitulée *Rethinking School Feeding*<sup>15</sup> (*Repenser l'alimentation scolaire*). Cette initiative visait à mieux comprendre comment développer et mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire efficaces, comme un filet de sécurité productif qui fait partie de la réponse aux chocs sociaux, ainsi qu'à un investissement financièrement durable dans le capital humain. Ces efforts s'inscrivent dans un objectif global à long terme de l'Éducation pour tous et offrent une protection sociale aux pauvres.

## Programme D'Alimentation Scolaire à Madagascar

Dans tous les documents cadres de la politique du secteur éducation de Madagascar (Plan EPT, PIE) et même le document de référence politique de développement du pays avant la crise sociopolitique de 2009 (qui a été résolue depuis), l'alimentation scolaire a

<sup>7</sup> WFP, 2014.

<sup>8</sup> School & Health, 2013.

<sup>9</sup> Ahmed, 2004; Gelli, Meir, and Espejo, 2007

<sup>10</sup> Jacoby, Cueto, and Pollitt, 1996; Powell et al., 1998; Kristjansson et al., 2007.

<sup>11</sup> Whaley et al., 2003; Kristjansson et al., 2007; Jukes et al., 2008.

<sup>12</sup> Tan, Lane, and Lassibille, 1999; Ahmed, 2004; Adelman et al., 2008.

<sup>13</sup> WFP, 2013.

<sup>14</sup> Simeon and Grantham-McGregor, 1989; Pollitt, Cueto, and Jacoby, 1998; Simeon, 1998.

<sup>15</sup> Bundy et al., 2009

été reconnue comme une des stratégies d'intervention visant à améliorer la performance scolaire dans les zones où la faible performance scolaire rime avec une forte taux d'insécurité alimentaire chronique ou saisonnière. En effet, on peut noter dans les documents disponibles auprès du MEN que l'alimentation scolaire a été mise en place au sein des EPP, aussi lointain que depuis 1985 dont le principal acteur a toujours été le Programme Alimentaire Mondial \_PAM (MAG 2679). Au début, l'alimentation scolaire était présente dans 37 écoles à raison de 6 CISCO par province pour une période de cinq ans. Depuis, elle se concentrait dans quelques 143 écoles de provinces de Toliara (CISCO Toliara II, Tsihombe, Ambovombe et Taolañaro) et 37 écoles (de CISCO de Marovoay & Maevatanana) de province de Mahajanga et (MAG 3936.0 de 1991-1995), et depuis lors l'intervention s'est focalisée dans les écoles de la partie du grand Sud de Madagascar pour la durée de l'année scolaire.

En même temps, le ministère s'est penché vers des écoles où l'insécurité alimentaire saisonnière affecte le processus de la performance scolaire. Ainsi, des activités d'alimentation scolaire pour les 60 jours de la période de soudure par année scolaire ont été instaurées dans les EPP des grandes villes avec de budget provenant du MEN. En outre des écoles éparpillées dans les quatre coins de Madagascar ont aussi instauré leurs propres cantines scolaires appelées "Cantines Scolaires autogérées"

Des ONG et des entreprises du secteur privé ont également appuyé des activités d'alimentation scolaire. Avec ces activités d'alimentation scolaire, l'éducation nutritionnelle et le jardin potager scolaire, voire même le champ école, pour l'approvisionnement et la pérennisation de l'alimentation scolaire ont été lancés. Cependant, il n'y a pas de guide pour uniformiser la gestion de l'alimentation scolaire. Il est utile de rappeler que ces activités reprises par les ONG, le secteur privé, et les écoles à cantine autogérée figuraient parmi les acquis de l'alimentation scolaire dans le projet en collaboration avec le PAM.

Depuis 2008, des accords subsidiaires pour l'alimentation scolaire provenant soit du MEN soit

directement des PTF ont été faites avec le PAM. Actuellement quelques 512.998<sup>16</sup> élèves bénéficient de l'alimentation scolaire dans l'ensemble des écoles du pays dont 219.000 desquels par l'appui direct du PAM pour les 175 jours par année scolaire, 50.000 par l'appui du gouvernement durant 60 jours de la période de soudure et les 243.998 par l'appui des autres acteurs tels que les ONG, le secteur privé et les cantines autogérées. Par rapport au nombre d'environ 4,5 millions des élèves scolarisés, ce chiffre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire ne représente toutefois que 11,39% de ceux-ci.

### Cinq Objectifs Stratégiques Essentiels pour Promouvoir l'Alimentation Scolaire

La base d'un programme d'alimentation scolaire efficace se compose de cinq objectifs stratégiques essentiels. La Figure 1 illustre ces objectifs stratégiques et décrit les leviers stratégiques respectifs ainsi que les résultats qui relèvent de chaque objectif.

**Le premier objectif est celui d'un cadre de politique nationale.** Une base politique solide renforce la durabilité et la qualité de la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire. La planification nationale de l'alimentation scolaire dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté du pays (ou d'autres stratégies de développement équivalentes) transmet l'importance qu'accorde le gouvernement à l'alimentation scolaire dans le cadre de son programme de développement. Pour la plupart des pays qui mettent en œuvre leurs propres programmes nationaux, l'alimentation scolaire est incluse dans les cadres politiques nationaux.<sup>17</sup>

**Le deuxième objectif stratégique de l'alimentation scolaire est la capacité financière.** Un financement stable est une condition préalable à la durabilité. Cependant, là où le besoin est le plus grand, les programmes ont tendance à être plus faibles et davantage tributaires de l'aide extérieure. Le financement de ces programmes peut provenir de diverses sources, telles que les organisations non-gouvernementales (PAM) et le gouvernement. Quand un programme devient nationalisé, il a besoin d'une source de financement stable et indépendante, soit par les ressources de base du gouvernement ou par le

<sup>16</sup> Pour 2013, Source Service Statistique, Direction de la Planification de l'Education, MEN

<sup>17</sup> Bundy et al., 2009; WFP, 2012.

financement du développement. À long terme, un budget national pour l'alimentation scolaire est nécessaire pour un programme efficace et stable.

**Le troisième objectif stratégique est la capacité institutionnelle et la coordination.** Les programmes d'alimentation scolaire sont mieux exécutés quand une institution est chargée et responsable pour la mise en œuvre d'un tel programme. Les programmes efficaces comprennent également la participation de différents secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, et le gouvernement local. Ils incluent également un lien global entre l'alimentation scolaire et les autres programmes de santé scolaire ou de protection sociale ainsi que des dispositifs de coordination établis.

**Le quatrième objectif stratégique est la conception rationnelle et la mise en œuvre.** Afin de maximiser l'efficacité, les programmes d'alimentation scolaire devraient identifier clairement les problèmes spécifiques à chaque pays, les objectifs et les résultats attendus. Le contexte et les besoins du pays devraient déterminer les bénéficiaires du programme, le panier alimentaire (menus) ainsi que les habitudes alimentaires et la chaîne d'approvisionnement. Les pays et les partenaires devraient travailler à la création d'un équilibre délicat entre un approvisionnement alimentaire international, national et local afin de soutenir les économies locales sans compromettre la qualité et la stabilité de l'approvisionnement en nourriture.

**Le dernier objectif stratégique est le rôle des communautés – Accompagner au-delà de l'école.** Les programmes d'alimentation scolaire qui sont pris en charge localement, intègrent les contributions des communautés locales, et répondent beaucoup mieux aux besoins spécifiques de celle-ci. Ces programmes sont plus susceptibles d'avoir une transition réussie entre l'aide des bailleurs de fonds et l'appropriation nationale. La participation communautaire devrait être considérée à chaque étape, mais sans surcharger membres de la communauté.

### L'utilisation d'outils basée sur des faits

L'objectif principal de l'exercice SABER-Alimentation scolaire est de recueillir des informations systématiques et vérifiables sur la qualité des politiques d'un pays grâce à un questionnaire SABER-Alimentation scolaire. Cet instrument de collecte des données permet de faciliter l'analyse comparative des politiques, identifier les

domaines clés dans lesquels concentrer les investissements, et diffuser les bonnes pratiques ainsi que le partage des connaissances. Cette évaluation holistique et intégrée, sur la façon dont la politique globale d'un pays affecte le développement des jeunes enfants, est classée dans l'une des phases suivantes, représentant les divers niveaux de l'élaboration des politiques qui existent parmi les différentes dimensions de l'alimentation scolaire:

1. **Latent:** pas ou très peu de politique de développement.
2. **Émergent:** début/ certaines initiatives en faveur d'une politique de développement
3. **Établi:** une certaine politique de développement.
4. **Avancé:** Développement d'un cadre politique global.

Chaque objectif et levier de l'alimentation scolaire est méthodiquement comparé à travers deux outils d'analyse de SABER. La première est une *grille de notation* qui quantifie les réponses aux questions sélectionnées du questionnaire SABER-Alimentation scolaire en y attribuant des valeurs de points. Le second outil est la rubrique cadre SABER-Alimentation scolaire qui analyse les réponses, en particulier les réponses écrites, fondées sur cinq objectifs stratégiques et leviers du cadre. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site Internet de la Banque mondiale sur [SABER-School Health and School Feeding](#) et cliquez sur le ["What Matters" Framework Paper](#) sous *Méthodologie*.

**Figure 1: Objectifs et leviers stratégiques en faveur l'alimentation scolaire**



## Objectif Stratégique 1: Cadres Politiques à Madagascar



### Levier stratégique:

- Politiques globales pour l'alimentation scolaire en alignement avec la politique au niveau national

*Une fondation politique contribue à renforcer la durabilité et la responsabilité d'un programme d'alimentation scolaire ainsi que la qualité de sa mise en œuvre. Presque tous les pays ayant une prise en charge nationale des programmes possèdent des politiques nationales bien articulées quant aux modalités et aux objectifs de l'alimentation scolaire.<sup>18</sup>*

Le niveau de l'alimentation scolaire à Madagascar en termes de cadres politiques est au niveau LATENT étant donné que la politique nationale sur l'alimentation scolaire est encore à élaborer. De plus, étant donné que Madagascar vient de sortir d'une crise sociopolitique durant cinq années, il n'existe pas encore un DSRP bien que son équivalent<sup>19</sup>, sorti avant cette crise ait souligné l'importance de l'alimentation scolaire mais a été suspendu. En effet les deux sous indicateurs de ce pilier à savoir le Document Stratégique de Réduction de Pauvreté ou son équivalence et le document de politique sectorielle de l'éducation ne mentionnent pas l'alimentation scolaire. Certes, il y a déjà des documents politiques sectoriels de l'éducation en l'occurrence le Plan Intérimaire de l'Education (PIE 2013-2015)<sup>20</sup> et la Politique Générale de l'Etat sur l'Education (PGEE 2014) qui reconnaissent explicitement l'alimentation scolaire comme stratégie pour améliorer la performance scolaire dans certaines zones où la forte insécurité alimentaire rime avec la faible performance scolaire mais les mécanismes de financement, responsabilités, stratégie d'achats locaux, les dispositions institutionnelles et coordination ne sont pas clairement définis.

<sup>18</sup> WFP, 2012

<sup>19</sup> Republic of Madagascar, 2007.

<sup>20</sup> Republic of Madagascar, 2012.

## 1. Cadres Politiques: LATENT

Indicateurs	Résultats	Justification
1A. La stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ainsi que les politiques et stratégies sectorielles de l'éducation identifient l'alimentation scolaire comme une éducation et / ou une intervention de la protection sociale, avec des objectifs clairement définis et des responsabilités sectorielles	Latent 	Il n'y a pas encore de DSRP et par conséquent l'alimentation scolaire n'est pas encore une politique nationale publiée
1B. Une politique fondée sur des preuves techniques liées à l'alimentation scolaire décrit les objectifs, la justification, la portée, la conception, le financement et la durabilité du programme, et traite de manière exhaustive les quatre autres objectifs stratégiques.	Latent 	Le PIE et la PGE éducation en tant que politique sectorielle de l'éducation reconnaissent l'alimentation scolaire comme étant une stratégie mais il n'y a pas encore de POLITIQUE NATIONALE sur l'alimentation scolaire



## Objectif Stratégique 2: Capacités Financières à Madagascar



### Levier stratégique:

- Gouvernance du programme d'alimentation scolaire national grâce à un financement stable et une budgétisation

*Un financement stable est nécessaire afin d'assurer la viabilité à long terme d'un programme d'alimentation scolaire, en particulier pour celui qui passe d'un financement de bailleurs de fonds à celui du gouvernement. Les programmes d'alimentation scolaire soutenus par des partenaires extérieurs dépendent en général de l'aide alimentaire, des dons en nature du gouvernement et / ou de contributions en espèces du gouvernement. Pour que le programme soit durable et pris en charge à l'échelle nationale, le programme d'alimentation scolaire devrait avoir une ligne budgétaire et faire partie du processus de budgétisation et de planification du gouvernement.*

Pour ce deuxième pilier SABER Alimentation Scolaire, le niveau du pays est EMERGENT vu que le gouvernement de Madagascar à travers le MEN a dédié une ligne budgétaire pour l'alimentation scolaire avec une projection d'augmentation pluriannuelle bien qu'il soit loin de pouvoir répondre aux besoins et il n'y a pas de budget régional ou local pour l'alimentation scolaire. En outre, la lenteur administrative en matière de décaissement de fonds provenant de l'Etat ne favorise pas la mise en œuvre de l'alimentation scolaire financée par le MEN au niveau de ses Ecoles Premières Publiques qui en bénéficient.

## 2. Capacités financières: EMERGENT

Indicateurs	Résultats	Justification
2A. La/les ligne/s du budget national et du financement est/sont allouée/s à l'alimentation scolaire; les fonds sont versés aux niveaux de la mise en œuvre d'une manière opportune et efficace.	<p>Emergent</p>	<p>Il y a déjà une ligne budgétaire spécialement prévue pour l'alimentation scolaire \$ 267,857 (2012), sans compter les frais de fonctionnement, pour achat &amp; livraison de vivres. Cependant il n'y a pas de budget alloué aux et par les Structures Territoriales Décentralisées pour l'alimentation scolaire</p>

### Objectif Stratégique 3: Capacités institutionnelles et de coordination à Madagascar



#### Leviers stratégiques:




- Coordination intersectorielle et partenariats solides pour l'alimentation scolaire
- Structures de gestion et de responsabilisation, cadres institutionnels solides, ainsi que suivi et évaluation

*La mise en œuvre d'une politique d'alimentation scolaire nécessite une capacité institutionnelle significative car le programme est une intervention complexe dans la santé scolaire. La politique doit clairement définir les rôles et responsabilités des parties prenantes et des acteurs à tous les niveaux. De manière rationnelle, l'augmentation de la capacité du gouvernement à gérer un programme d'alimentation scolaire est importante pour la viabilité à long terme de celui-ci. Une institution nationale, qui est chargée et responsable pour la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire, est considérée comme une meilleure pratique. Cette institution doit avoir une unité spécifique qui dispose des ressources adéquates et d'un personnel compétent pour gérer le programme d'alimentation scolaire. En outre, les politiques qui indiquent en détails les dispositifs de responsabilité et de gestion peuvent aider à assurer la qualité et l'efficacité du programme, surtout si le programme d'alimentation scolaire est décentralisé.*

Concernant ce troisième pilier, qui a trois sous indicateurs, le niveau général du pays est LATENT puisque même si une cellule existe, ses Termes de Références relatifs à la mise en œuvre de la politique nationale n'existent pas. Cette cellule, qui est la Cellule de Nutrition Scolaire (CNS)<sup>21</sup>, qui est devenu un Task Force pour les préparatifs de l'Atelier National SABER Alimentation Scolaire, est au niveau du MEN et est multisectorielle avec des TDR et statut bien précis mais sans plan d'action, ne peut être l'équivalent de ce comité de pilotage. En outre, une structure consacrée à

l'alimentation scolaire est en place à l'échelon national mais avec des ressources limitées, et un personnel insuffisant et sans mandat clair. De plus, les mécanismes de coordination entre le niveau national, régional, et local sont en place mais ne sont pas encore pleinement opérationnels. Finalement, il existe des *structures de gestion et de responsabilités qui sont en place au niveau des écoles* pour l'alimentation scolaire, mais les mécanismes y afférents ne sont pas uniformisés et l'encadrement national est insuffisant.

<sup>21</sup> CNS est composé de MEN, MISAN, MINAGRI, MFB, MINPOP, MINEAU & ONN + PTF (PAM, UNICEF, FAO), ONG (WaterAid)

<b>3. Capacités Institutionnelles et Coordination: LATENT</b>		
<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats</b>	<b>Justification</b>
3A. Le comité de pilotage multisectoriel coordonne la mise en œuvre d'une politique d'alimentation scolaire nationale.	<p>Latent</p> 	Il n'y a pas ni de Politique Nationale AS ni un Comité de Pilotage, mais il y a CNS multisectoriel : MEN, MISAN, MINAGRI, MFB, MINPOP, MINEAU & ONN + PTF (PAM, UNICEF, FAO), ONG (WaterAid) avec un statut & TDR bien précis mais sans plan d'action
3B. Une unité de gestion nationale de l'alimentation scolaire et les structures de responsabilisation sont en place, en coordination avec les structures au niveau des écoles.	<p>Emergent</p> 	Une structure consacrée à l'alimentation scolaire est en place à l'échelon national mais avec des ressources limitées, et un personnel insuffisant et sans mandat clair ; les mécanismes de coordination entre le niveau national, régional, local et les écoles sont en place mais ne sont pas encore pleinement opérationnels.
3C. La gestion au niveau des écoles et les structures de responsabilisation sont en place.	<p>Latent</p> 	Les mécanismes de gestion de l'alimentation scolaire au niveau des écoles ne sont pas uniformisés et l'encadrement national est insuffisant Il n'y a pas de coordination nationale du niveau du MEN. L'initiative vient des partenaires

## Objectif Stratégique 4: Conception et mise en œuvre d'une politique d'alimentation scolaire à Madagascar



### Levier stratégique:

- Assurance de la qualité de la programmation et du ciblage, modalités, et conception d'approvisionnement, garantissant nécessité et rentabilité

*Une politique d'alimentation scolaire bien conçue, basée sur des faits, est essentielle à la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire de qualité. La politique peut inclure des détails sur le ciblage des bénéficiaires corrects, sélectionnant les modalités appropriées de livraison de nourriture, et choisissant un panier d'aliments de qualité. Au fil du temps, la politique d'alimentation scolaire peut être redessinée ou modifiée selon les réévaluations du programme d'alimentation scolaire.*

Il existe un plan national de suivi et évaluation et des données sont recueillies bien qu'il n'y a pas de rapport afférent publié. En outre, il n'y a pas d'analyse de résultats de suivi. Il n'y a pas de critères de ciblage bien définis au niveau national, bien que le ciblage soit fait à partir de données de l'INSTAT préconisant les écoles dans les régions à faible taux de performance scolaire et se trouvant dans les zones d'insécurité alimentaire forte chronique/saisonnaire. Enfin, une norme sur le panier alimentaire existe mais n'est pas appliquée systématiquement et il n'y a pas encore de norme logistique pour l'alimentation scolaire.

4. Conception et mise en œuvre: LATENT		
Indicateurs	Résultats	Justification
4A. Un système fonctionnel de suivi et d'évaluation est en place dans le cadre de la structure de l'institution responsable, et utilisé pour la mise en œuvre et la rétroaction	Emergent 	Il existe un plan national de suivi et évaluation et des données sont recueillies bien qu'il n'y ait pas de rapport publié
4B. La conception du programme identifie les groupes cibles appropriés et critères de ciblage correspondant à la politique nationale d'alimentation scolaire et l'analyse de la situation	Latent 	A part l'inexistence de la politique nationale en matière d'alimentation scolaire, il n'y a pas d'analyse de résultats de suivi et le ciblage est fait à partir de données de l'INSTAT mais non émanant du suivi et évaluation.
4C. Les modalités alimentaires ainsi que le panier alimentaire correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire, et aux exigences de contenu nutritionnel	Latent 	Certes, il y a une norme reconnue pour le contenu du panier alimentation scolaire établi par l'ONN en collaboration avec le Ministère de la Santé, mais ce n'est pas encore appliqué uniformément dans toutes les écoles où il y a alimentation scolaire.
4D. Les dispositifs d'approvisionnement et de logistique sont basés sur la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison	Latent 	Le mécanisme national en matière d'approvisionnement et de logistique est à établir pour qu'il y ait transparence

### Objectif Stratégique 5: Rôles de la communauté – Accompagner au-delà de l'école à Madagascar



#### Levier stratégique:

- Participation et responsabilisation de la communauté

*Le rôle de la communauté devrait être clairement défini dans une politique d'alimentation scolaire car la participation et la prise en charge de la communauté améliorent les chances de viabilité à long terme du programme d'alimentation scolaire. Si le gouvernement rend la communauté responsable du programme d'alimentation scolaire, la politique de celle-ci devrait détailler lignes directrices, normes minimales, et soutien afin que la communauté mette en œuvre le programme. La politique d'alimentation scolaire peut également inclure des dispositifs afin de pouvoir tenir le gouvernement responsable.*

*Au niveau de l'école, il peut y avoir un comité de gestion de l'école composé de parents, enseignants et élèves qui agit comme agent de liaison entre l'école et la communauté, et qui gère le programme d'alimentation scolaire. Il faut prendre soin de ne pas surcharger la communauté, car dans certains cas, la communauté peut introduire des frais pour soutenir le programme d'alimentation scolaire local, ce qui peut avoir un impact négatif sur les taux de scolarisation. Les programmes d'alimentation scolaire soutenus par la communauté sont généralement ceux qui réussissent le mieux dans les zones en sécurité alimentaire.*

La structure d'association des parents d'élèves connues sous le sigle Malagasy FRAM existe de manière permanente dans toutes les écoles. En outre, dans la plupart des écoles où l'alimentation scolaire est distribuée, il y a un comité de gestion où les représentants des FRAM, des élèves et des enseignants participent. Il est recommandé que leur implication soit faite dès la conception de la politique d'alimentation scolaire et renforcer leur capacité de suivi de la gestion des cantines scolaire au niveau de l'école.

### 5. Rôles de la communauté – Accompagner au-delà de l'école : EMERGENT

Indicateurs	Résultats	Justification
5A. La communauté participe à la conception du programme d'alimentation scolaire, la mise en œuvre, la gestion ainsi qu'à l'évaluation, et contribue aux ressources.	<p>Emergent</p>	Les structures de gestion communautaire FRAM existent déjà, mais elles créent de comité selon le besoin de projets. Cependant, elles ne sont pas impliquées dans le suivi et évaluation et ne peuvent pas encore réclamer la redevabilité de l'alimentation scolaire.

*Pour voir les notes pour tous les indicateurs et les objectifs stratégiques en un tableau, veuillez-vous référer à l'Annexe 1.*

## Conclusion

Vu l'importance de la contribution de l'alimentation scolaire dans le système éducatif Malagasy, elle a toujours été reconnue comme étant une des stratégies clés pour améliorer la performance scolaire. Le diagnostic sur les cinq piliers SABER Alimentation Scolaire a produit des données et des informations comparatives en matière de politiques et des institutions dans le secteur de l'éducation. Le niveau global de Madagascar en matière d'alimentation scolaire est LATENT. Les points forts et ceux à améliorer ont été identifiés, et des recommandations en vue d'élaborer et de mettre en œuvre un ensemble de plan d'actions permettant leurs redressement sont émises ci-après.

## Options Stratégiques:

Les recommandations ci-après ont été acceptées pendant l'Atelier National SABER Alimentation Scolaire et validées techniquement par le Task Force et qui seront traduits en plan d'actions.

Il est recommandé au gouvernement de Madagascar, et au Ministère de l'Education National en particulier, de

- Elaborer une Politique Nationale d'Alimentation Scolaire légiférée et l'intégrer dans la stratégie nationale de développement (DSRP ou son équivalent) et s'assurer que l'alimentation scolaire forme un des leviers de la protection sociale ;
- Renforcer le système de Suivi et Evaluation à tous les niveaux du système (en respectant la structure du MEN), établir des critères standards et une méthodologie de ciblage en matière d'alimentation scolaire ;
- Instituer et formaliser un organe de coordination et comité de pilotage multisectoriel de l'alimentation, nutrition et santé scolaire ;
- Assurer et augmenter le budget national alloué à l'alimentation scolaire ;
- Effectuer avec le PAM une analyse coût /bénéfice de l'alimentation scolaire dont les résultats informeront les décideurs politique, économique et Partenaires Techniques et Financiers à investir dans ce chantier ;
- Redynamiser, normaliser et uniformiser les mécanismes de gestion des cantines scolaires au niveau des écoles ;
- Renforcer, opérationnaliser la structure de gestion "cantines scolaires, nutrition et santé scolaire" niveau national ;

- Etablir des normes sur le panier alimentaire adaptées aux spécificités de chaque région ;
- Elaborer des mécanismes d'implantation de Cantines Scolaires, un système d'approvisionnement et de gestion ;
- Concevoir un circuit (information, documents, rapportage, etc.) transversal officiel dès la conception d'un document sur la gestion du programme d'alimentation scolaire en impliquant les membres de la communauté;
- Uniformiser le Comité communautaire local de l'Alimentation Scolaire (COGAS) ; et
- Instaurer l'esprit d'appropriation de l'alimentation scolaire au niveau de la communauté.

## Annexe 1

## Tableau 1. Niveaux de développement des Indicateurs de SABER -Alimentation scolaire et objectifs stratégiques à Madagascar

Une approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs: Cadre politique de l'Alimentation scolaire						Note globale par domaine
LEVIER STRATEGIQUE	INDICATEUR	NIVEAU		Emergent	Etabli	
<b>Objectif Stratégique 1: Cadres politiques</b>						
Politiques globales pour l'alimentation scolaire - alignement rationnel sur la politique nationale	La stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ou stratégie nationale équivalente, ainsi que les politiques et stratégies sectorielles (plan sectoriel de l'éducation, politique de nutrition, politique de protection sociale) identifient l'alimentation scolaire comme une éducation et / ou une intervention de la protection sociale, avec des objectifs clairement définis et des responsabilités sectorielles.	L'alimentation scolaire est reconnue en tant qu'éducation et / ou intervention de la protection sociale, mais elle n'est pas encore incluse dans la stratégie de la réduction de la pauvreté publiée au niveau national, politique nationale équivalente, ou politiques et stratégies sectorielles.	L'alimentation scolaire fait l'objet de discussion par les membres et partenaires lors de la préparation de la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national, politique nationale équivalente, ou des politiques et stratégies sectorielles, mais n'est pas encore publiée.	L'alimentation scolaire figure et est publiée dans la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ou d'une politique nationale équivalente (notamment les spécifications quant à, où l'alimentation scolaire sera ancrée et qui la mettra en œuvre); les politiques ou stratégies du secteur publiées ont des objectifs et des responsabilités sectorielles clairement définis.	L'alimentation scolaire inclut une stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national non publiée ou une politique nationale équivalente (notamment les spécifications quant à, où l'alimentation scolaire sera ancrée, qui la mettra en œuvre et, établissant des objectifs et / ou des jalons fixés par le gouvernement); les politiques ou stratégies sectorielles publiées ont des objectifs et des responsabilités sectorielles bien définis, y compris ce que l'alimentation scolaire peut et ne peut pas permettre, en ligne avec la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national ou d'une stratégie nationale équivalente.	LATENT

	<p>Une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire et basée sur des faits, décrit les objectifs, la justification, la portée, la conception, le financement ainsi que la durabilité du programme et s'intéresse aux quatre autres objectifs stratégiques (capacité institutionnelle et coordination, capacité financière, conception et mise en œuvre, ainsi que la participation de la communauté).</p>	<p>La nécessité d'une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire est reconnue, mais n'a pas encore été développée ou publiée.</p>	<p>Une stratégie technique et une analyse de la situation sont en cours de développement par les secteurs concernés traitant de l'alimentation scolaire.</p>	<p>Une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire est publiée, décrivant les objectifs, la justification, la portée, le financement et la durabilité du programme et couvrant certains aspects des quatre autres objectifs stratégiques, notamment les liens avec le développement de l'agriculture.</p>	<p>Une stratégie technique relative à l'alimentation scolaire est publiée, décrivant les objectifs, la justification, la portée, la conception, le financement et la durabilité du programme et couvrant de manière exhaustive les quatre autres objectifs stratégiques grâce à des mesures pour la production locale et l'approvisionnement, notamment des liens avec le développement de l'agriculture et des petits exploitants agricoles; la stratégie est documentée d'une analyse de la situation des besoins et est en ligne avec les stratégies nationales de réduction de la pauvreté ainsi que des politiques sectorielles pertinentes et des stratégies.</p>	
--	---	---	--	--	---	--



<b>Objectif Stratégique 2 : Capacités financières</b>				
Gouvernance du programme national d'alimentation scolaire - un financement stable et une budgétisation	La/les ligne/s du budget national et les fonds sont alloués à l'alimentation scolaire; les fonds sont versés aux niveaux de mise en œuvre (national, régional et / ou à l'école) d'une manière opportune et efficace.	La nécessité d'inclure l'alimentation scolaire dans le processus de planification nationale est reconnue, mais cela n'a pas encore eu lieu; le gouvernement est entièrement tributaire des fonds extérieurs et aucune disposition ne figure dans le budget national quant à l'allocation de ressources à l'alimentation scolaire; la nécessité de mécanismes de décaissement des fonds pour les niveaux de mise en œuvre est reconnue, mais n'est pas encore en place.	L'alimentation scolaire figure dans le processus de planification nationale et le financement national est stable grâce à une ligne budgétaire, mais incapable de couvrir tous les besoins; il n'y a pas de ligne budgétaire aux niveaux régionaux et scolaires; un financement de l'alimentation scolaire existe et, est versé aux niveaux de mise en œuvre par intermittence.	L'alimentation scolaire figure dans le processus de planification nationale et est entièrement financée grâce à une ligne budgétaire nationale; tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre du programme ont un budget ou des fonds alloués; des lignes budgétaires existent également aux niveaux régionaux et scolaires; les fonds d'alimentation scolaire sont versés aux niveaux de mise en œuvre en temps opportun et de manière efficace.
			L'alimentation scolaire figure dans le processus de planification nationale et est entièrement financée par une ligne budgétaire nationale conforme à la politique d'alimentation scolaire et à l'analyse de la situation, avec des possibilités d'engagement du secteur privé; des lignes budgétaires et des plans existent également aux niveaux régionaux et scolaires, suffisamment pour couvrir tous les frais relatifs à l'exécution du programme; des fonds d'alimentation scolaire sont versés aux niveaux de mise en œuvre en temps opportun et de manière efficace et les responsables de mise en œuvre ont la capacité de planifier et de budgéter ainsi que de demander des ressources du niveau central.	<b>EMERGENT</b>

**Objectif Stratégique 3: Capacités institutionnelles et coordination**

					LATENT	
Coordination de l'alimentation scolaire - de solides partenariats et une coordination intersectorielle	Le comité de pilotage multisectoriel coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire.	Les efforts de coordination du comité de pilotage multisectoriel ne sont actuellement pas systématiques.	Le Comité de pilotage sectoriel coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire.	Le Comité de pilotage multisectoriel provenant d'au moins deux secteurs (par exemple l'éducation, la protection sociale, l'agriculture, la santé, l'administration locale et l'eau) coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire; ce comité dirigé par le gouvernement assure la coordination globale (entre les agences internationales, les ONG, le secteur privé ainsi que des représentants d'entreprises locales) et fait partie d'un comité plus large sur la santé en milieu scolaire et la nutrition.	Le Comité de pilotage multisectoriel provenant d'au moins trois secteurs (par exemple l'éducation, la protection sociale, l'agriculture, la santé, l'administration locale et l'eau) coordonne la mise en œuvre d'une politique nationale d'alimentation scolaire; ce comité dirigé par le gouvernement assure la coordination globale (entre les agences internationales, les ONG, le secteur privé ainsi que des représentants d'entreprises locales) et fait partie d'un comité plus large sur la santé en milieu scolaire et la nutrition.	
Structures de gestion de l'alimentation scolaire et des structures de responsabilisation sont en place, en coordination avec les structures au niveau de l'école.	Une unité de gestion de l'alimentation scolaire n'existe pas encore au niveau national; une coordination nationale, régionale / locale (le cas échéant) avec les écoles fait défaut.	Une unité spécifique de l'alimentation scolaire n'existe pas encore au niveau national; bien que des dispositifs de coordination au niveau national, régional / local (le cas échéant) et l'école soient en place, ils ne sont pas pleinement opérationnels.	Une unité d'alimentation scolaire pourvue en personnel et dotée d'un mandat clair existe au niveau national, basée sur une évaluation des besoins en personnel et en ressources; les dispositifs de coordination au niveau national, régional / local (le cas échéant) et l'école sont en place et fonctionnent dans la plupart des cas.	Une unité d'alimentation scolaire pourvue en personnel existe au niveau national, basée sur une évaluation des besoins en personnel et en ressources, avec un mandat clair et une formation initiale et continue; les dispositifs de coordination au niveau national, régional / local (le cas échéant) et l'école sont en place et pleinement opérationnels.		

	Des structures de gestion et de responsabilisation au niveau de l'école sont en place.	Les dispositifs de gestion de l'alimentation scolaire au niveau de l'école ne sont pas uniformes et des directives nationales font défaut.	Des directives nationales sur les dispositifs nécessaires relatifs à la gestion de l'alimentation scolaire sont disponibles au niveau de l'école, mais ils ne sont pas encore pleinement mis en œuvre.	La plupart des écoles ont un dispositif de gestion de l'alimentation scolaire, fondé sur les directives nationales.	Toutes les écoles ont un dispositif de gestion de l'alimentation scolaire, basé sur les directives nationales, doté d'une formation initiale et continue pour le personnel concerné.	
--	--	--	--	---	--	--

<b>Objectif Stratégique 4: Conception et mise en œuvre</b>					
L'assurance de la qualité de la programmation et du ciblage, les modalités, et l'approvisionnement veillent à ce que la conception soit à la fois basée sur les besoins et rentable	Un système fonctionnel de suivi et d'évaluation (S&E) est en place dans le cadre de la structure de l'institution principale et utilisé pour la mise en œuvre et la rétroaction.	L'importance du S&E est reconnue, mais les systèmes gouvernementaux ne sont pas encore en place pour le S&E de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire.	Un plan gouvernemental de S&E pour l'alimentation scolaire existe avec une collecte des données et des rapports intermittents survenant surtout au niveau national.	Le plan de S&E pour l'alimentation scolaire est intégré dans les systèmes de suivi national ou de gestion de l'information, et la collecte de données ainsi que les rapports sont effectués de manière récurrente aux niveaux nationaux, régionaux et scolaires ; une information analysée est partagée et utilisée pour affiner et actualiser les programmes; un référentiel est réalisé et des évaluations de programme sont effectuées périodiquement.	<b>LATENT</b>
	La conception du programme identifie les groupes cibles appropriés et les critères de ciblage correspondant à la politique nationale d'alimentation scolaire ainsi qu'à l'analyse de la situation.	La nécessité du ciblage est reconnue, mais une analyse de la situation qui évalue les besoins de l'alimentation scolaire n'a pas encore été entreprise, et ni des critères de ciblage, ni une méthode de ciblage n'ont encore été établis.	Des critères et une méthode de ciblage sont en cours de développement et correspondent à la politique nationale de l'alimentation scolaire; une analyse de la situation évaluant les besoins est encore incomplète.	Le plan de S&E pour l'alimentation scolaire est intégré dans les systèmes de suivi national ou de gestion de l'information, et la collecte de données ainsi que les rapports sont effectués de manière récurrente aux niveaux nationaux et régionaux.	

	<p>Les modalités alimentaires et le panier alimentaire correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale et sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), ainsi qu'aux exigences du contenu nutritionnel.</p>	<p>La nécessité de normes nationales sur les modalités d'alimentation et le panier alimentaire est reconnue, mais celles-ci n'existent pas encore.</p>	<p>Les normes nationales sur les modalités d'alimentation et le panier alimentaire ont été développées et correspondent à deux ou plusieurs des caractéristiques suivantes: objectifs, habitudes et goûts locaux, disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), ainsi qu'aux exigences du contenu nutritionnel.</p>	<p>Les normes nationales relatives aux modalités d'alimentation et le panier alimentaire ont été développées et correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), et aux exigences du contenu nutritionnel.</p>	<p>Les normes nationales sur les modalités d'alimentation et le panier alimentaire ont été développées et correspondent aux objectifs, habitudes et goûts locaux, à la disponibilité de la nourriture locale, sécurité alimentaire (selon les directives de l'OMS), et aux exigences du contenu nutritionnel; les informations du S&amp;E sont utilisées pour affiner et actualiser les modalités et le panier alimentaire sur une base périodique.</p>
<p>Les dispositifs d'approvisionnement et de logistique sont basés sur la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison.</p>	<p>La nécessité de normes nationales relatives aux dispositifs d'approvisionnement et de logistique est reconnue, mais ceux-ci n'existent pas encore.</p>	<p>Les normes nationales relatives aux dispositifs d'approvisionnement et de logistique ont été développées et sont basées sur trois ou plusieurs des critères suivants: la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison.</p>	<p>Les normes nationales relatives aux dispositifs d'approvisionnement et de logistique ont été développées et sont basées sur la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison: les informations du S&amp;E sont utilisées dans le but d'affiner et actualiser les dispositifs d'approvisionnement et de logistiques.</p>	<p>Les normes nationales relatives aux dispositifs d'approvisionnement et de logistiques ont été développées et sont basées sur la mobilisation de ressources la plus locale possible, en tenant compte des coûts, des capacités d'exécution des parties, de la capacité de production dans le pays, de la qualité de la nourriture, et de la stabilité du système de livraison: les informations du S&amp;E sont utilisées dans le but d'affiner et actualiser les dispositifs d'approvisionnement et de logistiques.</p>	

**Objectif Stratégique 5 : Rôles de la communauté - Accompagner au-delà de l'école**

Participation et responsabilité de la communauté - forte participation communautaire et prise en charge (enseignants, parents, enfants)	La communauté participe à la conception du programme d'alimentation scolaire, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation et contribue aux ressources (en nature, en espèces ou en tant que main d'œuvre).	Les systèmes et dispositifs de responsabilisation ne sont pas encore en place pour la consultation avec les parents et les membres de la communauté à propos de la conception, du suivi et des rétroactions du programme d'alimentation scolaire.	Un comité de gestion de l'alimentation scolaire existe, mais la participation des parents et des membres de la communauté pourraient être renforcée. La sensibilisation sur la possibilité de suivi et de rétroactions relatifs au programme d'alimentation scolaire fait défaut.	Le comité de gestion de l'alimentation scolaire est composé de représentants des enseignants, des parents et des membres de la communauté, et les collectivités ont des dispositifs de responsabilisation pour tenir les programmes d'alimentation scolaire responsables au niveau de l'école.	Le comité de gestion de l'alimentation scolaire est composé de représentants des enseignants, des parents et des membres de la communauté et a des responsabilités clairement définies ainsi qu'une formation continue. Les dispositifs de responsabilisation sont en place par lesquels les communautés peuvent tenir les programmes d'alimentation scolaire responsables aux niveaux de l'école, régional, et national.	<b>EMERGENT</b>
---	---	---	---	--	---	-----------------

## Remerciements

Ce rapport fait partie d'un effort commun du MEN, du Programme alimentaire mondial, et de la Banque mondiale dans le but d'aider les pays à renforcer leurs systèmes politiques et institutions, en particulier en matière de santé et d'alimentation scolaires.

Rapport préparé à partir du questionnaire rempli lors de l'Atelier National SABER Alimentation Scolaire à l'Hôtel Paon d'Or Antanetibe Ivato le 17 et 18 juillet 2014 qui a vu la participation des personnalités issues des entités suivantes :

**Primature et organisme rattaché** : Premier Ministre, Office Nationale de Nutrition

**Assemblée Nationale** : Député membre de la Commission Education

**Ministère de l'Éducation Nationale (MEN)** : Ministre, Secrétaire Général, DEF, DOEMC DRH, DERP, DAF, DPE, UAT EPT

**Niveau Régional du MEN** : DREN Analamanga, Atsimo Andrefana, Atsinanana, CISCO Ambovombe Androy, Antananarivo Renivohitra, Antananarivo Avaradrano, Antsirabe I, Manjakandriana, Vangaindrano et Vatomaniry

**Autres Ministères** : Ministère de la Santé Publique, Ministère de la Population, de Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, Ministère des Finances et du Budget, Ministère de l'Agriculture

**Société Civile** : Association Inter-coopération de Madagascar (AIM), Coalition Paysanne de Madagascar, Agro Action Allemande (WHH)

**Secteur Privé** : Projet Ambatovy SA, QMM-Rio Tinto SA, Entreprise Ilogasy

**PTF** : PAM, UNICEF, JICA, Banque Mondiale, FAO

**Facilitateurs** : PCD, PAM (Madagascar, Bureau Régional en Afrique du Sud et au Sénégal) et le Consultant National & Rapporteur Général

Ce rapport a été révisé par Harisoa Danielle Rasolonjatovo Andriamihamina, Voahirana Hanitrinala Rajoela, Nelly Rakoto-Tiana, Andy Chi Tembon, and Michelle Louie (Banque Mondiale)

## Acronymes

CNS	Cellule de Nutrition Scolaire
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
MEN	Ministère de l'éducation nationale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PRSP	Plan stratégique de réduction de la pauvreté

## Références

- Adelman, S., H. Alderman, D. O. Gilligan, and K. Lehrer. 2008. "The Impact of Alternative Food for Education Programs on Learning Achievement and Cognitive Development in Northern Uganda." IFPRI, Washington, DC.
- Ahmed, A. U. 2004. "Impact of Feeding Children in School: Evidence from Bangladesh." International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- Bundy, D. A. P., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., and Drake, L. 2009. "Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector." World Food Programme and World Bank, Washington, DC.
- Gelli, A., U. Meir, and F. Espejo. 2007. "Does Provision of Food in School Increase Girls' Enrollment? Evidence from Schools in Sub-Saharan Africa." *Food and Nutrition Bulletin*. 28 (2): 149-55.
- Jacoby, E., S. Cueto, and E. Pollitt. 1996. "Benefits of a School Breakfast Programme among Andean Children in Huaraz, Peru." *Food and Nutrition Bulletin* 17 (1): 54-64.
- Jukes, M. C. H., L. J. Drake, and D. A. P. Bundy. 2008. "School Health, Nutrition and Education for All: Levelling the Playing Field." CABI Publishing, Wallingford, UK.
- Kristjansson, E., V. Robinson, M. Petticrew, B. MacDonald, J. Krasevec, L. Janzen, T. Greenhalgh, G. Wells, J. MacGowan, A. Farmer, B. J. Shea, A. Mayhew, and P. Tugwell. 2007. "School Feeding for Improving the Physical and Psychosocial Health of

- Disadvantaged Elementary School Children.” *Cochrane Database of Systematic Reviews* 1.
- Politt, E., S. Cueto, and E. R. Jacoby. 1998. “Fasting and Cognition in Well- and Under-nourished Schoolchildren: A Review of Three Experimental Studies.” *American Journal of Clinical Nutrition* 67 (4): 779s-784s.
- Powell, C. A., S. P. Walker, S. M. Chang, and S. M. Grantham-McGregor. 1998. “Nutrition and Education: A Randomized Trial of the Effects of Breakfast in Rural Primary School Children.” *American Journal of Clinical Nutrition* 68: 873-9.
- Republic of Madagascar. (2012). *Plan Interimaire pour l'Education 2013-2015*. Accessed from <http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Madagascar/Madagascar-Interim-Education-Plan-2013-2015.pdf>.
- Republic of Madagascar. (2007). *Madagascar Action Plan (2007-2012)*. Accessed from <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2007/cr0759.pdf>.
- School & Health. 2013. “School Health Database: Madagascar”. Accessed from <http://www.schoolsandhealth.org/Lists/School%20Health%20Database/DispForm.aspx?ID=61>.
- Simeon, D. T., and S. M. Grantham McGregor. 1989. “Effects of Missing Breakfast on the Cognitive Functions of School Children of Differing Nutritional Status.” *American Journal of Clinical Nutrition* 49 (4): 646-53.
- Simeon, D. T. 1998. “School Feeding in Jamaica: A Review of its Evaluation.” *American Journal of Clinical Nutrition* 67 (4):790s-794s.
- Tan, J. P., J. Lane, and G. Lassibille. 1999. “Student Outcomes in Philippine Elementary Schools: An Evaluation of Four Experiments.” *World Bank Economic Review* 13 (3): 493-502.
- UNDP. 2014. “Sustaining Human Progress: Madagascar”. Human Development Report 2014. Accessed from [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/MDG.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/MDG.pdf).
- Whaley, S. E., M. Sigman, C. Neumann, N. Bwibo, D. Guthrie, R. E. Weiss, S. Alber, and S. P. Murphy. 2003. “The Impact of Dietary Intervention on the Cognitive Development of Kenyan School Children.” *Journal of Nutrition* 133 (11): 3965S-71S.
- World Health Organization (WHO). 2003. “Skills for Health, Skills-Based Health Education Including Life Skills: An Important Component of a Child-Friendly/Health-Promoting School.” Information Series on School Health. WHO, Geneva.
- World Bank. 2014. World Development Indicators 2000-2014 [statistics]. “Madagascar”. Available from the World Bank World Development Indicators Database.
- World Food Programme (WFP). 2014. “Strengthening School Feeding.” Accessed from <https://www.wfp.org/node/3512/3858/643928>.
- World Food Programme (WFP). 2013. “WFP Revised School Feeding Policy”. World Food Programme, Rome.
- World Food Programme (WFP). 2012. “Global School Feeding Survey”. World Food Programme, Rome.



L'initiative **SABER, une Approche systémique pour de meilleurs résultats éducatifs**, produit des données comparatives et des connaissances sur les politiques et les institutions d'éducation, dans le but d'aider les pays à renforcer systématiquement leurs systèmes éducatifs. SABER évalue la qualité des politiques d'éducation par rapport aux normes mondiales basées sur des faits, utilisant de nouveaux outils de diagnostic et des données politiques détaillées. Les rapports nationaux de SABER intègrent toutes les parties prenantes quant aux résultats éducatifs - des administrateurs, enseignants et parents aux décideurs et entrepreneurs – grâce à un instantané accessible et objectif montrant comment les politiques du système éducatif de leur pays veillent à ce que tous les enfants et les jeunes apprennent.

Ce rapport se concentre spécifiquement sur les politiques dans le domaine de **l'Alimentation Scolaire**.

Ces travaux sont un produit des membres du personnel de la Banque mondiale, enrichis de contributions externes. Les observations, interprétations et conclusions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, ni de son Conseil d'administration, ou des gouvernements qu'elles représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes dans cette publication n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou acceptation de ces frontières.

